



INTERNATIONAL JOURNAL OF COMMUNITY CURRENCY RESEARCH
Vol 12 (2008) pp. 69-73

BOOK REVIEW

by

Jérôme Blanc, LEFI / Université de Lyon

Helmut Creutz, (2008) *Le syndrome de la monnaie. Vers une économie de marché sans crise*, Paris : Economica,, 456 p ; ISBN 978-2-7178-5457-2 ; EUR 35,15 sur amazon.fr.

Ce livre est la première traduction d'un ouvrage dont la première édition allemande date de 1993 (*Das Geld-Syndrom*, plusieurs fois réédité depuis). Helmut Creutz, qui n'est pas de formation économiste, a été reconnu comme l'un des auteurs importants de l'école gesellienne. Silvio Gesell est cet auteur germano-argentin connu pour son *Ordre économique naturel* (édition originale en 1916, traduit en français en 1948), que John Maynard Keynes a encensé en 1936 (voir ses « Notes on mercantilism, the usury laws, stamped money and theories of under-consumption »), et auquel Irving Fisher s'est référé (pour s'en détacher au plan théorique tout en lui reconnaissant une portée empirique) lorsqu'il a proposé des solutions de « reflation » pour les Etats-Unis dans la grande dépression, en 1932-34 (voir notamment Fisher, 1933). Gesell pose une critique fondatrice de l'ordre monétaire et foncier du capitalisme et propose d'affranchir la terre de la rente et la monnaie de l'intérêt, dans le cadre d'un socialisme de marché qu'il raccroche à Proudhon et qu'il oppose à Marx. Ses positions monétaires sont plus connues que celles relatives à la terre ; ce sont les premières que prolonge ici Creutz, en veillant bien cependant à ne pas s'inscrire immédiatement dans l'approche gesellienne, en définitive bien peu citée comparativement à ce qu'il lui doit. Il s'agit moins d'un oubli que d'une discréption destinée à ne pas effrayer le lecteur potentiel, en l'introduisant d'abord au cœur de la question (comment fonctionne l'ordre monétaire), avant d'en tirer quelques conséquences et de montrer sa parenté avec l'approche gesellienne.

Le livre est composé de cinq parties, comprenant chacune des chapitres assez courts structurés en une série de questions qui forment autant de sections. L'auteur privilégie la lisibilité, via un ensemble significatif de graphiques et de schémas, et le texte est émaillé d'analogies pour rendre le propos plus accessible. La première partie vise à présenter la base de l'analyse, à savoir les « concepts, grandeurs et fonctions relatifs à la monnaie ». Cette intention louable n'est pas sans poser de problèmes, car Creutz considère la monnaie scripturale comme des « avoirs » (ou créances), ce que l'on admet volontiers, mais qui se distinguent de ce qu'il appelle en propre la « monnaie » (ou numéraire : les pièces et les billets). Cela le conduit à considérer que les banques commerciales n'accroissent pas la masse monétaire en réalisant des crédits, mais accroissent la vitesse de circulation de la monnaie émise par la banque d'émission – autrement dit, selon l'auteur rien ne montre que les banques commerciales créent de la monnaie... (chapitre 12). La deuxième partie entre

dans le sujet des intérêts, qui sont au cœur de la démonstration : ce sont des « égarements » aux conséquences néfastes (les problèmes de distribution des revenus, les écueils de l'inflation et de la déflation, les problèmes de thésaurisation et les difficultés d'approvisionnement correct de l'économie en monnaie par les banques d'émission). La troisième partie développe les « problèmes entraînés par le complexe de la monnaie », à savoir les cercles vicieux de la dette, le poids des intérêts dans les prix et la prolifération des spéculations. La quatrième partie expose les « conséquences sociales et économiques » de cette organisation de la monnaie : pauvreté, chômage, désastre écologique, crises économiques, guerre... La cinquième partie propose des pistes de transformation de ces « structures inadéquates », à même, selon l'auteur, de construire une « économie sans crises ». L'ensemble est très marqué par le cadre allemand dans lequel l'auteur a construit son argumentation, ce qui peut gêner le lecteur non allemand. Mais l'intérêt du propos est évidemment que cet éclairage allemand a une portée beaucoup plus large.

La thèse centrale de l'auteur

La lecture du livre soulève un nombre important de questions que je ne peux pas reprendre ici de façon exhaustive. Je me centrerai sur la thèse centrale de l'auteur, qui est la présence écrasante du système des intérêts. Le schéma 88 présenté en conclusion (chapitre 36, p. 444) synthétise assez bien l'analyse de Creutz (on peut voir cet engrenage en mouvement sur le site présentant le livre en traduction française, <http://www.lesyndromedelamonnaie.fr/>). Pour le dire de façon très synthétique, la contrainte de remboursement des emprunts avec intérêt produit un surdéveloppement des patrimoines financiers et un approfondissement du surendettement, le tout provoquant des tensions sociales croissantes tout autant qu'une dégradation accrue de l'environnement. Au final, seuls deux événements peuvent, périodiquement, remettre les comptes à zéro et résoudre le problème fondamental que pose le système des intérêts : des crises (d'inflation, annihilant les dettes, ou de banqueroute, validant leur non-remboursement) et des guerres.

Au moment où le monde semble plongé dans une crise que l'on commence à comparer à celle de 1929, cette thèse semble séduisante. Elle va dans le sens des thèses hétérodoxes qui, depuis longtemps (depuis Keynes au moins !, auquel Creutz fait souvent référence) soulignent le danger d'un système financier sans contrôle et livré à la spéculation. Nul ne peut nier la récurrence des crises économiques et des crises financières, nul ne peut nier le fait que l'inflation sert les débiteurs en allégeant leur charge de remboursement, tandis que les banqueroutes leur permettent d'échapper à la contrainte de remboursement. Nul ne peut nier que, depuis les années 1970, les crises successives ont été alimentées en particulier par la capacité du système financier à développer des montagnes de dette dont le remboursement est pour le moins problématique. Nul, enfin, ne peut nier le danger que représente une finance débridée et livrée à la spéculation pour l'économie dite réelle.

La thèse de Creutz est cependant beaucoup plus précise. Elle conduit à remettre en cause le fondement même du système financier depuis, disons, la Renaissance, et non pas quelques caractéristiques de sa structure : cette thèse repose sur le refus du système des intérêts. Ce système conduit à l'alternative impossible : « *si l'on pratique le prélèvement d'intérêts, on accentue les déséquilibres sociaux, si on ne le pratique pas [en l'interdisant], c'est le circuit monétaire qui s'effondre* » (chapitre 5, p. 72).

Cette critique appelle plusieurs remarques qui sont autant de doutes sur la pertinence de la thèse. Il faut d'abord séparer ce qui relève d'une critique morale et ce qui relève d'une critique théorique. La critique morale, où l'on retrouve une dimension chrétienne évidente,

que traduisent les nombreuses citations données par l'auteur de théologiens, de prêtres, de papes ou de pasteurs, est très présente dans l'ouvrage de Creutz. Elle ne saurait cependant fonder une analyse économique, ou plus largement de sciences sociales, sur le système des intérêts. La critique théorique est, quant à elle, en apparence très puissante. Elle se démarque de la précédente de la façon suivante : « *il s'avère que ce n'est pas la pratique des intérêts en elle-même qui pose un problème mais la possibilité de pouvoir retenir des fonds et de provoquer une pénurie de liquidité* » (chapitre 5, p. 72). Mais cet aspect du problème, déjà vu par Gesell et Keynes, doit être complété. Creutz affirme ainsi que la dynamique de croissance du capitalisme est déterminée par le système des intérêts, les intérêts débiteurs posant une contrainte de remboursement qui, par nécessité, demande aux emprunteurs de déployer des activités en croissance. Une autre façon de poser le problème consiste à récuser Marx, pour qui l'exploitation provient de la sphère de la production, et affirmer que le problème provient en réalité de la sphère de la circulation ; ce n'est pas le capital productif mais le capital monétaire qui pose problème (chapitre 5, p. 80). Plusieurs éléments viennent cependant fragiliser l'édifice théorique.

Les taux d'intérêt nominaux sont-ils la variable pertinente ?

L'argument de Creutz ne voit pas l'effet positif à long terme d'une inflation modérée sur les débiteurs. Dans son argumentation, l'inflation n'est présente que comme danger cataclysmique, avec pour épouvantail les sorties catastrophiques des deux guerres mondiales en Allemagne, dont le résultat ne peut être que l'annihilation des richesses accumulées, tout comme des dettes accumulées. L'inflation « normale », pourtant, c'est-à-dire celle observable sur longue période en dehors de tels épisodes, demeure à des taux socialement supportables, même s'ils rognent lentement les avoirs. Creutz manque ainsi d'analyser l'effet non pas des taux d'intérêt *nominaux*, mais des taux d'intérêt *réels*, c'est-à-dire inflation déduite. Dans ce cas, la contrainte de croissance pour rembourser des dettes portant intérêt est nettement amoindrie, même si, généralement, elle demeure. C'est ainsi que l'image mystique de l'intérêt finissant par dévorer la terre (chapitre 6, p. 97), empruntée à Margrit Kennedy, ne tient pas. Cette focalisation sur les taux d'intérêt nominaux, et l'oubli des taux d'intérêt réels, qui seuls ont un rôle effectif dans la contrainte de croissance pour les remboursements, conduit à jeter un doute sur les chiffres que l'auteur avance quant au poids des intérêts dans le prix des biens, et à jeter un doute sur le raisonnement d'ensemble. Il émet en effet la proposition que les frais d'intérêts composent en moyenne environ 40% du prix des biens, par l'accumulation de la dette payant intérêt au fil des relations qui vont de la production à la commercialisation des biens et services (chapitre 18, p. 242).

La centralisation est-elle la solution ?

Helmut Creutz développe une proposition discutable : restituer aux autorités publiques (par les banques d'émission) le rôle de l'émission, aujourd'hui, pour ainsi dire, laissé aux banques commerciales, et, via un système de taxation des soldes créditeurs, garantir la circulation de la monnaie, prolongeant en cela la proposition de Gesell de faire subir un intérêt à l'envers à la monnaie. Pour Creutz, cette double mesure devrait suffire à proportionner la masse monétaire aux besoins de la circulation, et, le marché de la monnaie étant « saturé » (c'est-à-dire aucune détention monétaire oisive ne réduisant la masse monétaire en circulation), faire tendre les taux d'intérêt vers zéro (voir en particulier les chapitres 32 et 33).

On peut douter de la pertinence d'une vue aussi optimiste. D'une part, centraliser l'émission monétaire dans les mains de la banque d'émission pose un problème de régulation potentiel. Il est dit, par exemple, que les banques d'émission devraient émettre la

monnaie directement à l'Etat (p. 409) ! Même si elle pose un problème démocratique évident, la généralisation de l'indépendance des banques centrales dans les années 1980-90 a répondu à des dérives des banques centrales inféodées aux désirs politiques des gouvernants, dont les conséquences étaient inflationnistes. L'auteur n'indique pas quelles dispositions permettraient d'éviter de telles dérives. D'autre part, on voit mal comment une banque centrale peut mieux proportionner la masse monétaire aux besoins de l'économie que la myriade de banques commerciales en contact avec leur clientèle en besoin de financement. Le grand avantage du système actuel d'émission monétaire, décentralisé (par les banques commerciales) et hiérarchisé (sous le contrôle de la banque d'émission), est de permettre une émission monétaire, par le crédit, plus proche des besoins de l'économie (par les demandes de crédit) que si elle était pilotée d'en haut.

Dans cet édifice où la solution est dans la centralisation de l'émission, la place des monnaies alternatives est très fragile. Elles apparaissent dans l'avant-dernier chapitre (chapitre 35, « Cercles d'échanges et autres alternatives »). Compte tenu de l'objectif pertinent qui est, selon Creutz, de recentraliser l'émission monétaire, la validité des multiples formes de monnaies alternatives tient aujourd'hui au fait qu'elles montrent une voie qui peut être intéressante, certaines bannissant le système des intérêts. On retrouve cet argument dans un entretien diffusé sur le site www.taz.de : nous avons besoin de « monnaies régionales », comme solutions locales à un problème global que l'on ne peut, aujourd'hui, résoudre de façon globale (Creutz, 2006). Ces solutions locales sont donc essentiellement conçues comme de premières étapes à vertu d'expérimentation, à défaut de mise en œuvre des propositions centralistes de Creutz.

Peut-on cesser de pousser à la croissance en renversant le système des intérêts ?

Un autre aspect de l'argumentation pose un problème logique. L'auteur dit, à juste titre, que les taux d'intérêt (nous dirons ici des taux d'intérêt réels positifs) poussent à la croissance, puisque les emprunteurs sont tenus de rembourser le montant emprunté en lui ajoutant des charges d'intérêt qui, par le jeu des intérêts composés, sont cumulatifs. Il parle « *d'effet d'accélération* ». Il a cependant le tort d'y voir pour résultat implacable un accroissement de l'écart de revenus entre riches et pauvres (p. 43) : c'est préjuger de la répartition des revenus ; les trois décennies qui ont suivi la Seconde guerre mondiale ont connu une réduction générale des écarts de revenus, même si, en règle générale, ils se sont accrus depuis lors.

Quoi qu'il en soit, cette incitation à la croissance produit bien une pression sur l'environnement. Mais la solution que Creutz propose est loin d'une logique de « décroissance », dont l'esprit, pourtant, se retrouve dans le livre : non seulement sa solution conduit à accélérer la circulation monétaire (en la « garantissant », c'est-à-dire en taxant les détentions monétaires oisives), mais elle correspond à une politique monétaire que la logique keynesienne appelle expansive précisément parce qu'elle repose sur des taux d'intérêt bas incitant à l'investissement... La problématique actuelle de la croissance / décroissance se greffe donc difficilement sur celle de la crise déflationniste qu'envisageait Gesell au début du XXe siècle. Le problème que pose Hans-Christoph Binswanger, cité par Creutz (chapitre 24, p. 315) demeure ainsi pour l'instant sans réponse : « *tant que nous ne reconnaissions pas l'économie monétaire comme un problème, le tournant écologique n'est pas vraiment possible* ».

L'argumentation gesellienne est-elle encore pertinente aujourd'hui ?

Autre point, l'argumentation gesellienne est fondée sur un système monétaire

largement hors banque, autrement dit une monnaie dont la forme manuelle a un rôle important. Aujourd'hui, la bancarisation a internalisé dans les comptes une part écrasante de la circulation monétaire, ce qui rend moins pertinentes les craintes des dangers que fait courir la thésaurisation. La monnaie en compte est en effet immédiatement disponible pour être recyclée par les banques. C'est donc bien davantage le comportement de crédit des banques qui doit être surveillé (car le crédit concourt à recycler les épargnes déposées en compte), que le comportement de mise en circulation des monnaies détenues par les agents non financiers. La problématique gesellienne est donc fortement amoindrie.

Simplifications abusives

Enfin, on peut regretter du simplisme dans le regard sur les conséquences du système monétaire. Trop penché sur son objet central, l'intérêt, Creutz cède à la facilité en mettant sur « *les connaissances insuffisantes des responsables des banques d'émission* » la responsabilité des « *50 millions de morts de la Seconde Guerre mondiale* », via les conséquences politiques désastreuses du désastre économique de l'entre-deux-guerres (chapitre 10, p. 157, voir aussi le chapitre 30). Il est question, plus loin, de la catastrophe yougoslave comme résultat des problèmes monétaires (chapitre 26, p. 333). Creutz réduit aussi les pressions du capital au complexe militaro-industriel (chapitre 30), qui, pourtant, n'est qu'un aspect du premier. La monnaie n'est certes pas sans rôle dans la société. Nombreux sont aujourd'hui les chercheurs en sciences sociales (et il est vrai, parmi eux, moins nombreux les économistes) pour lesquels la non-neutralité sociale de la monnaie est une grave erreur analytique. L'ouvrage de Théret (dir., 2007), par exemple, présente de nombreux cas historiques où l'on voit bien cette non-neutralité sociale et comment, derrière la monnaie, se jouent des enjeux sociaux majeurs, autrement dit comment sont déclenchés, entretenus ou résolus, dans l'organisation monétaire, un ensemble de conflits sociaux. Mais on ne saurait réduire les causes d'un phénomène aussi complexe qu'une guerre, l'éclatement d'un pays ou d'autres troubles extrêmement graves à une explication unique, comme le fait ici Helmut Creutz.

Au total, le livre de Creutz présente une vue stimulante sur le rôle de l'intérêt dans le système économique et ouvre un grand nombre de discussions importantes sur un sujet central. Je pense néanmoins que son édifice intellectuel est largement fragilisé par des défauts de construction.

Jérôme Blanc, LEFI / Université de Lyon

Références

- Creutz, Helmut. 2006. "Wir brauchen regionale Geld." 16 November 2006 ed., www.taz.de .
- Fisher, Irving. 1933. *Stamp Scrip*. New York: Adelphi.
- Gesell Silvio, 1916, *Die natürliche Wirtschaftsordnung durch Freiland und Freigeld*, 2^e Auflage, réédité in : Silvio Gesell, *Gesammelte Werke*, Band 9 : « 1916 », Lütjenburg : Fachverlag für Sozialökonomie, 1991, pp. XIII-422.
- Keynes, John Maynard. 1936. *The General Theory of Employment, Interest and Money*. London: MacMillan.
- Théret, Bruno ed. 2007. *La monnaie dévoilée par ses crises. Crises monétaire d'hier et d'aujourd'hui*. Paris: Editions de l'EHESS.